

Communiqué

**Interpellation de Jean-Luc HEES, PDG de Radio France sur la création d'une antenne locale
France Bleu à Saint-Etienne par Régis JUANICO**

**Commission des affaires culturelles et de l'éducation Mercredi 17
novembre 2010 Séance de 10 heures 30**

M. Régis Juanico. Le contrat d'objectifs et de moyens prévoit de compléter le maillage territorial. Peut-on espérer que Saint-Étienne soit la prochaine station locale, sachant qu'il s'agit de la quatorzième ville la plus peuplée de France, que son agglomération comprend 400 000 habitants et qu'elle rayonne sur les bassins de vie de Roanne et du Puy ? Saint-Étienne, ce ne sont pas que des événements sportifs, c'est aussi le dynamisme économique et la création, avec des événements culturels majeurs, comme la Biennale internationale du design, qui débute dans deux jours !

M. Jean-Luc Hees. J'en viens à France Bleu. Il existe actuellement 42 stations locales, bientôt 43 ; nous espérons en installer une 44^e à Saint-Étienne, où il existe une fréquence disponible. Leurs audiences sont assez dissemblables, mais nous tentons d'y remédier. Le plan stratégique mis en œuvre, avant mon arrivée, sous la houlette de la directrice de France Bleu de l'époque, a permis d'homogénéiser les produits et les grilles. C'est ainsi que l'on gagnera des parts de marché.

Non, je ne pense pas que le maillage de France Bleu soit satisfaisant. Si l'on paye des impôts pour bénéficier d'un service, on doit y avoir accès. La région Midi-Pyrénées est un cas d'école. Il est de ma responsabilité de faire avancer les choses, mais il est de la responsabilité de la représentation nationale de m'y aider. La concurrence est vive, et des intérêts privés se dressent pour nous empêcher d'arriver dans certains endroits. C'est pourquoi nous avons besoin de l'aide des élus – et le maire de Saint-Étienne, que je viens de rencontrer, semble l'avoir compris. Une station en plein exercice représente 26 emplois et coûte 2,5 millions d'euros par an : vu la situation des finances publiques, il est difficile de les trouver – et encore, je ne me plains pas, comparativement à d'autres services publics ! Il faut donc trouver des solutions.

Se posent également des problèmes de fréquence. À Toulouse, Radio France, bonne élève, a rendu des dizaines de fréquences afin de développer l'industrie de la radio dans la région. Nous avons obtenu une nouvelle fréquence, par préemption du ministère de la culture et de la communication, mais cela ne fait pas plaisir à tout le monde ! Il faut donc se battre pour compléter le maillage de France Bleu.

Toutefois, jamais je n'engagerai un euro d'argent public dans un projet sans avoir prévu préalablement son financement. Vous seriez les premiers à me le reprocher ! Sur le plan financier, Radio France est gérée avec prudence. Elle fonctionne avec les moyens dont elle peut disposer dans le contexte économique actuel.